



SORTIR DE L'IMPASSE. Les Préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP) sont utilisées depuis des siècles par les jardiniers, agriculteurs et arboriculteurs dans le traitement naturel des semences, plants et cultures, l'alimentation et la médecine. Si l'ortie est devenue l'emblème de ces préparations, les PNPP peuvent également être à base de prêle ou de fougère, sous forme d'extrait fermenté (le purin), de décoction, d'infusion ou de macération. Les PNPP ce sont aussi l'argile, le vinaigre blanc, le petit lait ou l'huile de Neem. Une réalité bien ancrée dans les pays voisins comme l'Allemagne qui compte plus de 400 produits autorisés. En France, les PNPP se heurtent à des impasses réglementaires.

Certaines PNPP stimulent la vitalité des plantes, d'autres les aident à combattre directement les maladies. Dans tous les cas, la prévention doit être privilégiée. Mais lorsque les pathogènes prennent le dessus, les préparations naturelles sont toujours préférables aux pesticides chimiques.

INTERDIT. Fin 2005 débute la guerre de l'ortie : la Loi d'Orientation Agricole interdit pratiquement l'utilisation et la commercialisation des produits naturels pour le traitement des cultures et des jardins. Au même titre que les pesticides chimiques, les PNPP se voient infliger des procédures longues, complexes et coûteuses en vue d'inscrire les substances de base sur une liste européenne puis d'obtenir une autorisation de mise sur le marché nationale.

L'Institut technique de l'agriculture biologique, avec des financements du Ministère de l'agriculture, a déposé un seul dossier correspondant à une substance – la prêle – auprès de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Au terme de huit mois de travail, le dossier n'est toujours pas validé. Impossible donc pour la prêle d'être commercialisée en France. Vous avez dit « procédure simplifiée » ?!

CONTRADICTIONS. La levée de boucliers conduit au vote en décembre 2006 d'un amendement baptisé « purin d'ortie » : il stipule que les préparations naturelles doivent bénéficier d'une procédure simplifiée dans le cadre du vote de la Loi sur l'eau et des milieux aquatiques. La joie est de courte durée : le décret du Ministère de l'agriculture, entériné en juin 2009 et sensé mettre en oeuvre la procédure simplifiée, continue d'exiger l'homologation sur la liste européenne. L'arrêté du 8 décembre 2009 vient compléter le décret, ne modifie pas cette obligation, et vient restreindre la définition des PNPP en spécifiant à son annexe III que les substances pouvant entrer dans leur composition sont des plantes ou des extraits de plantes.

INADAPTE. Le 21 octobre 2009, un nouveau règlement européen entre en scène. Il vise à « améliorer la protection de la santé humaine et de l'environnement » et définit les conditions d'autorisations de mise sur le marché des « produits à faible risque ». Les PNPP sont comprises dans cette nouvelle catégorie. Problème, l'inscription sur la liste communautaire des substances les composant est requise et impose les mêmes standards à tous les produits qu'ils soient chimiques ou naturels. Les procédures proposées, en ne tenant pas compte de la complexité du vivant, sont donc inadaptées aux PNPP. Et leurs coûts continuent d'être démesurés: 40 000 € pour le dépôt du dossier en vue de l'inscription de la matière active. Les demandeurs sont des agriculteurs ou associations qui n'ont pas les moyens de ces investissements. Issues de savoirs populaires, les PNPP sont accessibles à tous : le coût des procédures n'est donc pas amorti par le monopole accordé par un brevet.

DISTORSION DE CONCURRENCE. Bien que « le principe de reconnaissance mutuelle » soit rappelé dans le règlement européen, la France – contrairement à d'autres pays européens – s'obstine à classer les PNPP dans les produits phytopharmaceutiques (annexe 2). Cette classification contraint les producteurs de PNPP en France à des procédures complexes (rédaction et dépôts de dossiers, coûts de l'enregistrement...). Or la définition même de ces préparations entendues comme « peu préoccupantes » devrait marquer leur innocuité (annexe 1) et justifie « une procédure simplifiée ». C'est déjà le cas en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Autriche et en Espagne qui ont décidé de classer les PNPP hors des produits phytopharmaceutiques : ils recensent les préparations naturelles sur des listes spécifiques qui ne nécessitent pas l'inscription des substances de base sur la liste européenne. En conséquence, de nombreuses PNPP non homologuées en France sont aujourd'hui commercialisées dans ces pays. Les producteurs français se trouvent donc confrontés à une distorsion de concurrence.

L'Allemagne et l'Autriche parlent de « produits phytosanitaires » et non pas « phytopharmaceutiques ». Cette catégorie permet l'utilisation des produits naturels peu préoccupants sans les faire passer par les mêmes "obstacles élevés" que les pesticides chimiques avant d'être approuvés. Par exemple, il n'est nul besoin d'homologation sur la liste européenne ni de preuve d'efficacité.

Les paysans, jardiniers amateurs et collectivités territoriales ont besoin des PNPP pour réduire ou supprimer l'utilisation des pesticides chimiques, produire des aliments plus sains et préserver notre environnement.

LIBRE ACCES AUX PNPP. A la suite du Grenelle de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture a mis en place le plan Ecophyto 2018 qui vise à réduire de 50 % la quantité de pesticides employée à l'horizon 2018. Or, les agriculteurs, les jardiniers ou les collectivités locales ne pourront pas respecter les engagements du gouvernement si les alternatives naturelles sont elles aussi considérées comme des pesticides et ne sont pas autorisées à cause de contraintes administratives stupides. Les pays voisins ont montré la voie d'une large diffusion et commercialisation des PNPP. **Nous demandons en France l'adoption d'un amendement à la loi Grenelle 2 affirmant que les PNPP ne sont pas des pesticides, et permettant leur commercialisation et leur utilisation effectives, et appelons tous les citoyens et tous les élus à soutenir cette démarche.**

Non-toxicité des PNPP

AUX ORIGINES DU DEBAT. Le refus de la « sanitisation » excessive induite par l'article 70 de la Loi d'Orientation Agricole du 05/01/2006 constitue le point de départ de l'affaire dite du « Purin d'ortie ». Cette loi, qui prétend dans son titre IV « Répondre aux attentes des citoyens et des consommateurs », révèle des intentions contraires. En l'appliquant stricto sensu, la loi permettait que des Autorisations de mise en marché soient délivrées à des produits hautement toxiques, tandis que des préparations naturelles simples et sans danger ne pouvaient en bénéficier (du fait de la lourdeur des démarches et de leur coût inadapté). En votant la Loi sur l'eau du 30/12/2006, les parlementaires ont souhaité mettre un terme à cette contradiction en demandant que « *Ces dispositions ne s'appliquent pas aux préparations naturelles peu préoccupantes, qui relèvent d'une procédure simplifiée, fixée, ainsi que la définition de ces préparations, par décret.* »

TOXICITE, UNE NOTION RELATIVE. Dans la nature se trouvent des principes actifs toxiques ou hautement toxiques. Chaque année par exemple, les fanes des pommes de terre, chargées en alcaloïdes hépato-toxiques puissants, se dessèchent et se décomposent sur les sols agricoles. De même, nos jardins regorgent de plantes hautement toxiques comme le muguet, la digitale ou le ricin. Si l'administration n'interdit pas la culture et/ou la récolte des plantes précitées, c'est parce que :

- **il est essentiel de distinguer toxicité des molécules de synthèse et toxicité des molécules naturelles organiques.** L'efficacité des produits de synthèse est le résultat d'une concentration de principes actifs qui ne sont pas reconnus dans le milieu où ils sont dispersés : l'action, biocide, provoque une rémanence problématique en terme de santé humaine et d'environnement. A l'inverse, l'efficacité des PNPP est le résultat de recettes basées sur l'utilisation de principes actifs parfaitement reconnus par le milieu où ceux-ci sont dispersés et rapidement « bio-transformés » en molécules non rémanentes car ils restent sous leur forme naturelle non modifiée, non synthétisée chimiquement, et accompagnés de l'ensemble des autres molécules constituant les produits dans lesquels on les trouve à l'état naturel. Si exception il y a, ces préparations seront listées et exclues du champ d'application du décret PNPP.

- **La toxicité est indissociable des notions de dose et de bonne utilisation.** Une même molécule naturelle peut passer du statut d'alimentaire, à celui de médicinale ou de toxique, sans que sa nature ou sa structure n'ait changé. A noter aussi que dans une même plante, un organe peut-être toxique et l'autre non (c'est le cas de la pomme de terre, la tomate, l'asperge).

- **La connaissance de la toxicité est liée au caractère nouveau ou traditionnel d'un produit.** A part quelques produits exotiques récemment découverts, les produits naturels sont largement connus par les savoirs populaires issus des générations qui nous ont précédés. Il n'est plus nécessaire de vérifier que l'eau mouille. Pour les PNPP utilisées et éprouvées par de nombreuses années de pratiques populaires, ces « savoirs traditionnels » largement partagés permettent à chacun de consommer ou d'utiliser la dose ou la partie de plantes adéquate et d'éviter une ingestion accidentelle des plantes toxiques, ou de parties toxiques des plantes. Il n'est pas justifié d'imposer à ces produits les mêmes vérifications d'une éventuelle toxicité qu'à des produits industriels totalement nouveaux et inconnus des savoirs traditionnels.

NON-PREOCCUPANT = NON-TOXIQUE. Les préparations naturelles peu préoccupantes répondent aux pratiques agro-écologiques respectueuses de l'environnement et de la santé humaine aujourd'hui réclamées par tous, du fait de leur nécessité dans le contexte actuel de changement climatique et de diminution des ressources naturelles. En s'appuyant sur des processus naturels de transformation de la matière organique vivante récoltée dans la nature ou cultivée et accessible à tout utilisateur, la préparation des PNPP est garantie « peu préoccupante », conformément au décret du 23 juin 2009. En ce sens, le terme « peu préoccupant » souligne la non-toxicité des produits visés. Toutefois, les catégories de produits qui visent à copier à l'identique des molécules naturelles et à reformuler avec elles des produits phytopharmaceutiques par des procédés non accessibles à l'utilisateur final sont à exclure des PNPP.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET DU PROPRIETAIRE D'UN BREVET. Tout produit mis sur le marché doit être clairement identifié pour éviter la tromperie du consommateur. Si ce produit est vendu sous sa forme naturelle, peu stable ou peu homogène ou d'efficacité variable traditionnellement connue de tous, le consommateur n'est pas trompé car il sait que dans la nature ce produit n'est pas stable, pas homogène ou d'efficacité variable. Par contre, si le produit résulte d'un procédé breveté modifiant sa forme naturelle et permettant de revendiquer une action spécifique reproductible, le propriétaire du brevet est ensuite en droit d'interdire toute « contrefaçon » : pour cela, il doit pouvoir prouver qu'il s'agit bien de « son » produit, élaboré suivant « son » procédé protégé, et non d'un produit naturel proche ou d'un autre produit modifié suivant un autre procédé. Cette exigence implique une identification très précise de la stabilité et de l'homogénéité de son produit, ainsi que de la reproductibilité de l'action revendiquée par son brevet.

Les PNPP sont issues de savoirs et de procédés populaires « à la portée de l'utilisateur final » et ne sont donc pas brevetées. Il est tout à fait anormal d'exiger qu'elles répondent aux critères d'identification liés à la protection du brevet et non à la seule protection du consommateur. Ces critères les dénaturent en obligeant le producteur à les modifier artificiellement comme les produits issues d'invention industrielles sophistiquées et brevetées. Ils imposent aussi des procédures administratives lourdes et coûteuses qui sont justifiées et largement amorties par l'exclusivité de la mise en marché accordée par un brevet. Ces procédures sont par contre injustifiées pour un produit qui sera librement commercialisé par tout le monde dès qu'une seule personne aura répondu aux exigences de la demande de mise en marché. Les imposer sans distinction à tous les produits revient à réserver l'accès au marché aux seuls produits brevetés et à interdire la commercialisation des produits du « domaine public ».



L'EXCEPTION FRANÇAISE. La Loi sur l'eau de décembre 2006 et la loi Grenelle 1 ont reconnu la spécificité des PNPP. Cependant, le décret du ministère de l'Agriculture du 23 juin 2009 a imposé des contraintes européennes non exigées par les pays voisins. Tandis que la Direction générale de l'alimentation en France s'entête à vouloir classer les PNPP comme des « Phytopharmaceutiques » - qualificatif juridique appliqué aux pesticides chimiques -, d'autres pays européens, soumis aux mêmes directives et règlements européens, reconnaissent la spécificité des PNPP, et les classent par conséquent dans une catégorie à part. Quelques exemples :

- **La désignation de la catégorie « produits phytosanitaires » est utilisée en Allemagne et en Autriche.** Les produits phytosanitaires ne sont pas des produits phytopharmaceutiques et, de ce fait, leurs substances de base n'ont pas à être inscrites sur la liste communautaire de l'annexe I de la directive 91/414 CEE *concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques*, qui sera reprise très prochainement par le règlement UE 1107/2009. Ce sont des substances conçues exclusivement pour améliorer la résistance des végétaux aux organismes nuisibles, protéger les végétaux de maladies non parasitaires, être utilisées sur des plantes ornementales coupées à l'exception des cultures. Les textes nationaux relatifs aux produits phytosanitaires visent à assurer que les produits traditionnels et conventionnels puissent être utilisés sans devoir les faire passer par les mêmes « obstacles élevés » que les pesticides chimiques avant d'être approuvés. Les produits phytosanitaires ne peuvent être commercialisés qu'après avoir été intégrés dans la liste de produits phytosanitaires autorisés. Pour qu'un produit soit repris dans cette liste, il faut introduire une demande. La principale condition est que le produit ne provoque pas, directement ou indirectement, pas le moindre effet nocif, en particulier pour la santé humaine et animale, les nappes phréatiques ou l'équilibre naturel. Les décisions relatives à l'intégration de substances dans la liste sont prises par l'autorité chargée de l'approbation en collaboration avec les institutions professionnelles concernées. Aucune preuve d'efficacité ne doit être soumise avec la demande d'intégration. La plupart des produits phytosanitaires ne sont ni des produits chimiques ni des substances synthétiques mais sont d'origine naturelle.

L'Allemagne estime par ailleurs que toute substance de base acceptée par le règlement européen bio n'a pas non plus besoin d'être inscrite sur la liste communautaire (UE du règlement 1107/09). Ainsi, elle publie une liste positive de plus de 400 PNPP autorisées en Allemagne. Bientôt proposée par le ministère français de l'Agriculture dans le cadre de la réglementation de 2009, la liste des éléments naturels qui pourront entrer dans la composition des PNPP susceptibles de faire l'objet d'une demande de délivrance d'une autorisation de mise sur le marché ne tend pas du tout à établir un tel système. En France, les autorités concernées imposent que toutes les substances naturelles soient soumises à l'inscription sur la liste communautaire.

- **En Espagne**, les produits phytosanitaires sont régis par la loi 43/2002 de préservation des végétaux, conformément à la réglementation européenne. L'article 45 de la loi concerne « *les autres moyens de défense agissant sur la santé des plantes* » qui ne sont ni des phytosanitaires ni des matières fertilisantes. **Le décret du 29 mai 2007 définit ainsi la catégorie des phytofortifiants.** Pour être commercialisés, ces produits doivent bénéficier d'une notification de l'organe compétent de la Communauté autonome, avec envoi au Ministère de l'Agriculture, en vue de l'inscription sur le Registre officiel des produits phytosanitaires. Les demandes relatives à l'enregistrement de ces autres moyens de protection des plantes doivent garantir que ces produits ne présentent pas de risques pour la santé de l'utilisateur, du consommateur et de l'environnement, et qu'ils ont un effet.

AMENDEMENT. Les exemples des pays voisins contribuent à la proposition de l'amendement suivant à la Loi Grenelle II :

« Conformément aux stipulations de l'Article 36, alinéa III, de la Loi sur l'eau et milieux aquatiques, N° 2006-1772 du 30 décembre 2006, les Préparations Naturelles Peu Préoccupantes ne sont pas considérées comme des produits phytopharmaceutiques.

Le ou les éléments naturels non génétiquement modifiés, à partir desquels sont élaborés les préparations naturelles peu préoccupantes, sont inscrits dans une liste tenue à jour et publiée par le Ministre de l'Agriculture.

Sont inscrites de droit sur cette liste, les plantes et les produits de plantes visées par les articles D. 4211-11 et L. 5121-14-1 du code de la santé publique, les préparations traditionnelles du domaine public largement éprouvées par de nombreuses années de pratique et d'utilisation, et, au nom du principe de la reconnaissance mutuelle, celles bénéficiant d'une autorisation accordée par un Etat membre de conditions environnementales comparables.

L'instruction des dossiers et l'inscription de ces préparations non brevetables sont gratuits. Les critères d'évaluation sont adaptés à leur spécificité qui est avant tout de renforcer au cas par cas la santé des écosystèmes de culture avec des produits naturels vivants, donc pas nécessairement stables.

En conséquence, les préparations naturelles peu préoccupantes sont aussi exclues du champ d'application des dispositions des articles 36 à 40 du Grenelle 2 concernant les produits phytopharmaceutiques. »